

*par Bernard Lecomte **

Quelle participation, quelle marge de liberté dans une situation d'aide ? En Afrique de l'Ouest, les organisations paysannes marchent sur le chemin de l'autonomie.

« Les ONG étrangères ne peuvent remplacer la volonté politique, celle qui fait qu'un peuple s'acharne à vivre et à progresser par ses propres forces. Aujourd'hui, au Sahel, cette volonté est faible, pouvait-on évaluer en 1980 ; faible parmi les dirigeants polarisés par la recherche de l'aide ; faible parmi les populations rurales ni formées, ni organisées et méprisées » (1).

Depuis vingt ans, la volonté politique des populations rurales, sinon même celle des dirigeants, est devenue plus forte. Le monde rural s'organise. Il se fait reconnaître par les États. Il commence à influencer les politiques de développement rural cofinancées par les agences d'aide. Un progrès réalisé contre et pour les États, avec et malgré l'aide internationale.

Les organisations paysannes aujourd'hui

Le paysage des organisations paysannes en Afrique de l'Ouest est riche, foisonnant, complexe. Il n'obéit pas à une typologie de type occidental où l'on placerait volontiers, d'un côté les structures à dominante d'activité économique, de l'autre celles à dominante de responsabilité sociale. Par exemple, des organisations de producteurs comme celles qui dépendent des sociétés cotonnières sont chargées de décider de l'utilisation des ristournes financières que chaque récolte peut apporter ; et ces ristournes vont servir aussi à des activités sociales comme l'appui aux écoles des villages.

Une caractéristique de la situation actuelle est la prise de parole par les ruraux. Dans les années 1960-1990 – et encore aujourd'hui dans certains pays – la liberté de s'associer n'existait pas. Le Sénégal était une exception. Les premières organisations paysannes autonomes – créées, vers 1974-1976, à l'initiative de leurs membres – y étaient alors un peu clandestines. « Nous sommes des serpents, mieux vaut que l'on ne nous voit pas » disaient à l'époque leurs leaders ! Petit à petit, ils se sont considérés comme des « caméléons » : ils coopéraient avec le sous-préfet, avec les Églises, avec l'aide extérieure, sans paraître affirmer leur propre autonomie. L'année 1984 au Sénégal, avec l'avènement de la nouvelle politique agricole, a libéré en eux la capacité de devenir des « scorpions » : c'est-à-dire des organisations capables de faire des propositions, de s'affirmer.

** Ingénieur, consultant pour plusieurs organisations populaires de développement rural en Afrique de l'Ouest, co-auteur du dossier pédagogique Aider c'est pas donné, GRAD, Bonneville, 2001.*

(1) **B. Lecomte**, « Les ONG au Sahel », *Economie & Humanisme* n° 268, nov.-déc. 1982.

MOBILISATIONS INDIENNES

Mouvements de résistance-proposition des *dalit* (intouchables) et des groupes « tribaux », groupements de promotion féminins, efficaces coopératives de petits artisans ou pêcheurs, collectifs prenant en charge les soins de base : le plus grand pays démocratique du monde n'est-il pas aussi l'un des espaces dans lesquels des organisations populaires exemplaires, dans les campagnes et à un moindre titre dans les villes, sont à l'action ? Oui et non ; non et pourtant...

Ce n'est pas dans le quotidien de la spoliation ou de l'exploitation que les communautés se soudent, et a fortiori créent un mouvement d'envergure nationale. Sur tel ou tel enjeu de survie, face à telle ou telle menace grave, comme l'édition de grands barrages, elles se mobilisent ; mais de façon ponctuelle et toujours fragile. Qu'il s'agisse des pêcheurs, des paysans, des femmes les plus pauvres, comme celles que représente le mouvement *Sewa*, l'existence d'une dynamique spontanée d'auto-organisation et d'autopromotion des pauvres semble donc être une fiction.

Sauf exception, les organisations plus stables, plus représentatives dans la durée et à un échelon large doivent leur existence, en Inde comme en Indonésie, à des « éléments extérieurs » : jeunes du village ayant pu poursuivre des études – et chemin faisant se frotter à des mouvements politiques et sociaux –, leaders religieux à la fois immergés dans une communauté locale et reliés à une organisation plus large, animateurs itinérants d'ONG « de services », ou d'ONG médiatrices, analogues à celles qui existent au Brésil... Gandhi lui-même n'a-t-il pas mis en avant, pour expliquer ses motivations et son activité de résistant, ses longs séjours en Angleterre et son apprentissage de militant en Afrique du Sud ?

De plus, dans la culture indienne, on

paraît particulièrement peu enclin à désigner comme leaders sociaux des femmes et des hommes « ordinaires », comme en témoigne le profil « intellectuels au service de l'éducation populaire » de celles et ceux qui dirigent de grands mouvements sociaux économiques comme EMA (1) et SEWA (2), ou plus politiques comme NAPM (3) ou JAFIP (4)

Pourtant, ces mouvements assurent un authentique rôle de défense, de formation, de promotion des groupes sociaux pauvres, à partir de modes de concertation et de décision assez souples ; la place prise, comme facilitateurs ou catalyseurs, par des leaders plus ou moins extérieurs s'avère être un levier de structuration collective pérenne et non un frein à la dynamique d'ensemble. Dans plusieurs cas, à l'instar de ce qui s'est passé au sein du mouvement paysan Kapea en Indonésie, la réflexion et le débat sont continus sur la place qui doit être accordée à ces facilitateurs dans les structures des organisations. La promotion personnelle de ceux qui mobilisent les plus pauvres et la promotion des groupes concernés s'avèrent parfois en tension, mais ne sont donc pas foncièrement en opposition. Vue la prégnance du système des castes, l'Inde connaît d'ailleurs cette singularité : des leaders diplômés, écoutés, reconnus restent confrontés personnellement à des phénomènes de discrimination.

Stéphane Bernary *

* En collaboration étroite avec Catherine Gaudard (CCFD).

(1) Groupement de coopératives de petits artisans, partiellement travailleurs handicapés.

(2) *Self Employment Women Association*.

(3) *National Alliance of People's Movements*, groupement de 200 organisations, fondé en 1993.

(4) *Joint Forum of Indian People against globalization*, constitué en 1998 par cinquante-cinq organisations syndicales d'ouvriers et de paysans.



Aujourd'hui, dans toute l'Afrique de l'Ouest, non seulement les associations sont légion, mais chacun les flatte, chacun voudrait qu'il en existe partout. D'un côté, les États souhaitent qu'elles suscitent des entreprises agricoles, de l'autre les agences d'aide extérieure voudraient qu'elles deviennent des forces de proposition participant à la définition des politiques et des projets (2). Mais les capacités des organisations paysannes sont surestimées. La désétatisation et la libéralisation se traduisent par le report vers ces structures disparates, encore faibles techniquement et souvent peu compétentes en gestion, de toutes sortes de fonctions que l'État et ses filiales assumaient jusqu'à présent. Elles devraient avoir toutes les vertus d'un seul coup.

De plus, elles sont sollicitées pour « représenter le monde rural » dans les négociations des politiques de développement rural. Or, leur variété est extrême et les desseins des différents leaders, non seulement ne sont pas les mêmes, mais sont parfois inconstants. Ces derniers sont de plus en plus sollicités pour participer à des réunions de toutes sortes, au niveau national et international, et d'aucuns s'inquiètent de savoir si leurs liaisons avec les « bases » restent suffisantes. On observe effectivement une dérive bureaucratique des grands mouvements paysans et surtout l'extrême difficulté de la communication, dans les deux sens, entre leurs états-majors des « Plates-formes nationales » et les villageois.

Ces organisations faïtières sont nécessairement en état d'urgence, car la pression destructrice du pseudo-marché mondial s'exerce sur les économies agricoles de type familial. Jusqu'à présent, les paysans ont relevé le défi de la sécurité alimentaire sans se laisser aller trop loin dans l'économie concurrentielle. Mais des pressions s'exercent pour qu'ils changent.

Pour tenter de faire face, au-delà des seuls mouvements paysans nationaux, à ces deux défis (diversité d'origine, pression du modèle capitaliste) des fédérations d'organisations paysannes de dix pays ont créé, en juin 2000 à Cotonou, le ROPPA « Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique » (3). L'objectif principal du ROPPA est de représenter les intérêts des paysans et paysannes d'Afrique de l'Ouest dans un monde qui se globalise et, en particulier, de participer aux négociations conduites pour les États d'Afrique de l'Ouest par l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

L'aide, médicament et maladie

Les responsables paysans rapportent cette opinion de certains villageois : « Pourquoi se donner de la peine alors que tant d'agents d'aide veulent le faire à notre place ? » Ils craignent l'effet de démobilitation sur le plan de l'engagement financier des bénéficiaires ou de leur apport en travail. Les leaders eux-mêmes redoutent de laisser leurs propres idées pour adopter celles de celui qui vient aider.

(2) Au sein même d'une enceinte française officielle – jusque là peu concernée par tout ce qui relevait d'un processus d'autopromotion – on reconnaît le phénomène : « Depuis une quinzaine d'années, dans un contexte de libéralisation des économies et de désengagement des États, on assiste à une croissance rapide du nombre des associations et à leur diversification ainsi qu'à l'émergence d'un mouvement de fédération des initiatives locales » (Livre blanc « Les appuis français à l'organisation du monde rural en Afrique », Agence Française du Développement, Paris, 1999).

(3) ROPPA,
Email : info@roppa-ao.org - www.roppa-ao.org

Cheminer avec eux, pour les épauler, sans les contraindre, cela veut dire accepter de marcher derrière eux et à leur pas. Ne pas être celui qui dit ou qui décide où aller et comment y aller. C'est accepter de ne pas poser d'interdit. Il est donc difficile « d'accompagner » si le programme d'appui financé par une agence d'aide est « à exécuter du tant au tant ». On ne peut dire en même temps : « c'est leur affaire » et « c'est mon programme ». Accompagner, c'est accepter l'incertitude d'être utilisé ou laissé de côté.

Accompagner est donc une tâche difficile. Et il n'est pas sûr que l'accompagnement « direct » soit actuellement la tâche la plus importante pour contribuer à la progression des organisations paysannes. Car celles-ci sont de plus en plus capables de s'accompagner mutuellement. C'est-à-dire de se visiter entre elles, de voir ce que font les autres, de se laisser interpeller par des égaux, en Afrique de l'Ouest et en Europe, et non pas par ceux qui apportent l'aide.

Contribuer à l'autonomie des organisations rurales demande de réussir deux tâches d'accompagnement « indirect ». D'une part, leur apporter des moyens souples pour qu'ils puissent faire cet apprentissage mutuel. Qu'elles puissent dépenser de l'argent en réunions, pour des rencontres, des visites, des études et des échanges, sans besoin d'avoir toujours, à leurs côtés, un « accompagnateur ». D'autre part, les aider à vaincre leurs points faibles dans le domaine économique, en particulier pour la transformation et la commercialisation des produits. Sans revenus suffisants, pas d'autonomie face à l'aide.

Celui qui aide espère qu'un jour celui qui est aidé lui dise : « Arrêtons, c'est désormais acquis, je n'ai plus besoin d'être aidé ». Ce calcul est essentiel pour que l'aide n'handicape pas l'autonomie de l'autre. Mais ce calcul est ridiculisé par la concurrence entre les organismes d'aide et la pratique des responsables d'organisations paysannes de ne pas mettre leurs œufs dans le même panier et de travailler avec plusieurs partenaires. Il leur est plus facile de dire : « Je vais chercher un nouveau partenaire car je sens que celui-ci va me lâcher » que de dire : « Cherchons assez tôt, avec eux qui nous aident déjà, comment faire pour ne pas continuer à dépendre de l'aide extérieure. »

C'est pourquoi Jean David Naudet a raison d'écrire, dans un article passionnant consacré au dilemme entre solidarité et dépendance : « (Là) où l'aide fait système et est partout présente dans la durée, il est extrêmement difficile d'évoluer en préservant son autonomie » (4).

(4) **Jean-David Naudet**,
« Le dilemme entre solidarité
et dépendance » in
*Survivre grâce à... Réussir
malgré... l'aide*, Revue
Autrepart n° 13 (2000),
IRD-Éditions de l'Aube. Le
même auteur rappelle que
cette difficulté était déjà mise
en évidence, en 1834,
par John Stuart Mill dans
ses *Principes de politique
économique* : « Comment
donner le plus large montant
d'une aide nécessaire avec le
plus faible encouragement à
la dépendance ? »

Bernard Lecomte